

**Zeitschrift:** Das Rote Kreuz : offizielles Organ des Schweizerischen Centralvereins vom Roten Kreuz, des Schweiz. Militärsanitätsvereins und des Samariterbundes

**Herausgeber:** Schweizerischer Centralverein vom Roten Kreuz

**Band:** 54 (1946)

**Heft:** 16

**Artikel:** Was hat das Internationale Komitee vom Roten Kreuz zugunsten der Insassen von Konzentrationslagern geleistet?

**Autor:** [s.n.]

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-556763>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 30.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

mais retenus à Singapour. Des jeux furent organisés pour les enfants, dont la santé et l'alimentation furent activement surveillées. Un grand nombre d'internés étant très faibles et en mauvaise santé, la Croix-Rouge australienne offrit ses services de volontaires pour seconder les médecins chargés de les soigner.

À leur arrivée en Australie, les anciens prisonniers et internés étaient pris en charge par la Croix-Rouge. L'un des premiers groupes d'internés transportés en Australie comprenait plus de 100 sujets britanniques qui, dès leur débarquement, furent reçus par la Croix-Rouge à l'hôtel de ville de Sydney. Les hommes dont la famille habitait dans d'autres régions du pays, et ceux qui n'avaient pas de foyer, furent emmenés par le personnel de la Croix-Rouge dans un bâtiment mis à la disposition de celle-ci dans ce but par le gouvernement. Tout avait été prévu pour leur prodiguer les soins médicaux et dentaires nécessaires et c'est la Croix-Rouge qui se chargea de leur faire regagner aussitôt que possible le lieu de leur résidence.

## Une bonne nouvelle

Le 13 décembre 1945, un convoi de jeunes mutilés du Bas-Rhin est arrivé en Suisse. Parmi ces jeunes mutilés, Albert Schmitt faisait peine à voir. Complètement aveugle, il restait dans son coin, ne prenant pas part aux jeux ni aux conversations de ses camarades, ni à leurs espoirs. Pour lui, tout était fini, il ne pourrait jamais mener une vie normale, jamais travailler.

Une semaine plus tard, le 19 décembre le professeur Streiff, à l'Hôpital ophtalmique de Lausanne l'opérait d'une cataracte traumatique. Albert appréhendait beaucoup cette opération, il ne s'y était résigné qu'après bien des exhortations de «Schwester Emmy» qui le soignait. Aussi on comprend la joie et l'émotion de l'enfant et de la Sœur lorsque, quelques heures après l'opération, celle-ci ayant soulevé délicatement le bandeau qui recouvrait les yeux de l'opéré, Albert s'écria: O ma sœur, vous avez un bonnet blanc et des lunettes!

Le lendemain, on fête Noël à l'Hôpital ophtalmique; le docteur permit à Albert d'enlever quelques minutes son bandeau et il put de tout son cœur admirer les bougies de l'arbre de Noël.

Depuis, chaque jour, on constate de nouveau progrès: Albert est transformé. Sa reconnaissance envers le professeur et les sœurs n'a pas de limites. Tous ses camarades, ceux aussi qui savent qu'ils ne recouvreront jamais la vue, se réjouissent avec lui.

N'est-ce pas là un merveilleux cadeau de Noël pour tous ceux qui n'ont qu'un désir: rendre à tous nos petits hôtes mutilés la possibilité de vivre normalement, de travailler, d'être heureux?

## Il y a un an

Mars 1945! L'assaut a commencé à l'Occident. L'Allemagne, resserrée entre l'Elbe et le Rhin, semble devoir opposer une résistance farouche sur ces deux lignes. Pourra-t-on les percer? Et, en cas de victoire, combien de temps durera la bataille, jusqu'à ce que le réduit bavarois puisse être forcé? Nul ne se doute encore que deux mois plus tard la tragédie sera terminée.

C'est à ce moment que se place un épisode capital mais qui passa pour ainsi dire inaperçu au milieu d'une foule d'autres événements plus spectaculaires, et dont l'importance n'apparut que plus tard, lorsque l'on put en mesurer les conséquences. Nous voulons parler de l'intervention pressante du Comité international de la Croix-Rouge auprès des autorités allemandes en faveur de tous les prisonniers, internés et déportés qui se trouvaient en Allemagne, intervention dont le point culminant fut marqué par une brève mission du président Burckhardt qui remporta un succès inespéré.

On sait que le sort des déportés étrangers en Allemagne inspirait les plus graves inquiétudes. Evacués en hâte par des moyens de fortune, mal ou pas ravitaillés, entassés dans des camps exigus, ils pouvaient d'un instant à l'autre être l'objet de mesures extrêmes. Le parti de la résistance à outrance, en effet, se préparant au suprême sacrifice, n'avait plus aucune prudence à garder. D'autre part les prisonniers de guerre eux-mêmes, ravitaillés pendant des années par l'intermédiaire du Comité international, ne recevaient presque plus de secours du fait de la désorganisation qui régnait alors en Allemagne. Il fallait donc agir et agir vite.

Profitant des dispositions favorables rencontrées dans certains milieux dirigeants du Reich, le président Burckhardt parvint à rencontrer les chefs responsables sous l'autorité desquels étaient placés tous ces malheureux. Elle eut lieu dans l'Allemagne du Sud et fut

soutenue par des démarches poursuivies à Berlin par la délégation du Comité international de la Croix-Rouge. Le 12 mars à Innsbruck les principes de nouvelles fonctions de contrôle des camps d'internement et de ravitaillement des prisonniers, ainsi que ceux relatifs au rapatriement de nombreux civils déportés furent acquis. C'est de ce moment qu'il faut dater l'autorisation accordée aux délégués du Comité international de pénétrer dans les camps de concentration, jusque-là fermés par les autorités allemandes à tout contrôle et à toute possibilité de correspondance avec l'extérieur. Beaucoup de détenus, parmi lesquels des Israélites et des Allemands anti-nazis, durent la vie à ces mesures de contrôle et de secours, tandis que les camions du Comité international de la Croix-Rouge apportaient bien souvent le ravitaillement indispensable aux prisonniers et déportés alliés au cours même de leur évacuation.

Les événements se succédèrent si rapidement que les rapatriements de civils ne purent se réaliser selon les principes convenus et que quelques délégués du Comité international seulement réussirent à gagner à temps les camps de concentration. En conséquence la plupart des civils furent délivrés par l'avance des forces alliées. Mais il n'en demeure pas moins que, dès mars 1945, les déportés et les détenus dans les camps de concentration, qui échappaient jusque-là à tout contrôle — faute de conventions prévoyant leur cas, et par suite aussi du refus constant des autorités allemandes — bénéficièrent des premiers effets de la protection du Comité international de la Croix-Rouge. Il n'est pas exagéré de dire que, pour beaucoup, cette protection fut leur salut.

## Was hat das Internationale Komitee vom Roten Kreuz zugunsten der Insassen von Konzentrationslagern geleistet?

Immer wieder tritt die Frage nach den tatsächlichen Leistungen des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz zugunsten der Häftlinge von Konzentrationslagern in das politische Gesprächsfeld.

Grundsätzlich sei betont: Die *Genfer Konvention von 1929* über die Behandlung der Kriegsgefangenen bietet an sich *keine rechtliche Grundlage, auf die sich etwaige Interventionen des Internationalen Komitees bei den zuständigen deutschen Behörden hätten stützen können*. Auch das Prinzip der Gegenseitigkeit konnte aus einleuchtenden Gründen nicht geltend gemacht werden: Zum vorneherein — wenigstens solange die militärische Konstellation für das Reich günstig stand — stellten sich die deutschen Behörden auf den Standpunkt, die Konzentrationslager seien eine innere Angelegenheit Deutschlands, und die «Schutzhäftlinge» wurden demnach denn auch als gemeine Verbrecher, die sich gegen die Sicherheit des Staates vergangen hätten, behandelt. Ein undiplomatisches, scharfes Vorgehen unter Hinweis auf die Genfer Konvention hätte die gesamte Aktion des Internationalen Komitees zugunsten der Kriegsgefangenen und Zivilinternierten gefährdet.

Dessen ungeachtet hat das Internationale Komitee vom Roten Kreuz alles getan, was in seinen Kräften und (leider begrenzten) Möglichkeiten lag.

Allerdings war dies schwierig, denn erst gegen Ende 1943 erlaubten die deutschen Behörden, dass das Internationale Komitee den Insassen von Konzentrationslagern Liebespakete sende — wenn es deren Namen und Adresse kenne! Tatsächlich waren dem Internationalen Komitee zu jenem Zeitpunkt nur die Namen von — 60 Häftlingen bekannt. Mit diesen kümmerlichen Angaben schuf es eine Hilfsaktion grossen Umfangs: ein Jahr später — Ende 1944 — kannte es bereits die Namen von 100'000 Konzentrationslager-Insassen, deren Anzahl bis zum Waffenstillstand lawinenartig auf 200'000 anstieg!

Wie war dies möglich?

Jedem einzelnen der in die Konzentrationslager gesandten Liebesgabenpakete war eine Empfangsbescheinigung beigelegt, die jeweils von nicht selten 15 bis 20 andern Gefangenen gleichzeitig mitunterschrieben wurde.

Diese Findigkeit der Gefangenen trug wesentlich zur Hilfeleistung bei: Bis zum 31. Dezember 1944 hatte das Internationale Komitee rund 350'000 Pakete mit dem Gesamtgewicht von nahezu 1400 Tonnen in die Konzentrationslager übermittlelt.

In der Zeitspanne zwischen dem 1. Januar und dem 15. April 1945 kamen noch weitere 400'000 Lebensmittelpakete hinzu.

Am 14. März 1945 konnte Professor Carl J. Burckhardt, der zu Verhandlungen nach Deutschland gefahren war, eine wesentliche Besserung des Loses der Konzentrationslagerhäftlinge erwirken: Nicht nur gewisse günstigere Bestimmungen bezüglich der Verpflegung wurden erreicht, nein, es konnte endlich auch die Ermächtigung für

die Delegierten des Internationalen Komitees erzielt werden, die Konzentrationslager zu betreten und dort Liebesgabenpakete persönlich zu verteilen; ausserdem wurde vereinbart, jüdische Deportierte (besonders aus Theresienstadt) im Austausch gegen deutsche Zivilpersonen in Frankreich und Belgien heimzuschaffen.

Während der letzten Kriegswochen und der ersten Monate nach dem Waffenstillstand konnte das Internationale Komitee noch über 3000 Tonnen Lebensmittelpakete nach Deutschland befördern und dadurch Tausenden von Menschen das Leben retten, die ohne sein Eingreifen fraglos zugrunde gegangen wären.

# Die Blutgruppen

Von P.-D. Dr. med. ST. ZURUKZOGLU

## und ihre Anwendung

(Fortsetzung und Schluss)

Die Entdeckung der Blutgruppen hat aber nicht nur für die Blutübertragung Grosses geleistet, sondern sie hat auch in der

### Gerichtspraxis

grosse Bedeutung erlangt. Bei der Aufklärung von Verbrechen kann es beispielsweise vorkommen, dass ein des Mordes Verdächtigter Blutspuren an seinen Kleidern trägt, über deren Herkunft er falsche Angaben macht, z. B. er habe Nasenbluten gehabt oder sich an der Hand verletzt. Dem Serologen ist es möglich, die Blutspuren zu untersuchen und festzustellen, ob sie von Tier- oder von Menschenblut herrühren, ob sie im letzteren Fall mit der Blutgruppe des Verdächtigten und nicht vielleicht mit der des Ermordeten übereinstimmen. Mehr als einen Indizienbeweis kann allerdings die Feststellung der Blutgruppe nicht liefern, denn es könnte vorkommen, dass die Blutspuren von einem Menschen stammen, der zufälligerweise der gleichen Gruppe angehört wie der Ermordete. Sie kann aber auch zur Entlastung eines Angeschuldigten beitragen, dann nämlich, wenn die Blutflecken einer andern Gruppe als der des Ermordeten angehören. Nichts aussagen kann die Blutgruppenuntersuchung, wenn Ermordeter und Beschuldigter der gleichen Gruppe angehören. Im polizeilichen Erkennungsdienst spielt die Blutgruppe ebenfalls eine Rolle. Nachdem heute die früher unfehlbare Erkennung durch den Fingerabdruck vereitelt werden kann, weil sich namentlich in Amerika die Verbrecher raffiniert operieren lassen, kann die Identität durch die Blutgruppenbestimmung mit Sicherheit ausgeschlossen oder aber wahrscheinlich gemacht werden.

Wertvolle Dienste leistet die Blutgruppenbestimmung vor allem im *Vaterschaftsprozess*. Sie wird denn auch mehr und mehr als wichtiges Beweismittel anerkannt und auch in der Schweiz herangezogen. Früher war man zur Ermittlung des Vaters eines Kindes ausschliesslich auf die Aussagen von Personen angewiesen. Da diese Personen, z. B. die Mutter oder deren Verwandte, am Ausgang des Rechtsstreites stets mehr oder weniger interessiert sind, konnte ihren Aussagen nicht stets unbedingt vertraut werden. Das Gericht war letzten Endes auf das Zeugnis der Mutter angewiesen oder auf das des als Vater Bezeichneten. Gegen den Wert dieser Zeugnisse spricht nicht nur die bereits erwähnte Subjektivität, sondern vor allem auch der Umstand, dass über Ereignisse auszusagen ist, für die Zeugen zu fehlen pflegen und die Monate zurückliegen. Mit der *Blutprobe* ist ein bedeutender Schritt in der Richtung eines objektiven Beweismittels getan. Der gerichtliche Standpunkt ist folgender: Im Gegensatz zur Mutterschaft beruht die Feststellung der Vaterschaft auf einer blossen Vermutung. Beim ehelichen Kinde beruht diese Vermutung auf der Tatsache der Geburt während des Bestehens oder innerhalb einer bestimmten Zeit nach Auflösung der Ehe, beim ausserehelichen Kinde aus dem Nachweis des innerhalb eines bestimmten Zeitraumes vor der Geburt des Kindes stattgefundenen Verkehrs zwischen der ausserehelichen Mutter und dem Vaterschaftsbeklagten. Die Vorschriften des Gesetzes sprechen von der erwähnten Vermutung, welche aber umgestossen werden kann. So sagt Art. 314 des schweiz. Zivilgesetzbuches: «Hat der Beklagte nachweisbar in der Zeit vom 300. bis zum 108. Tage vor der Geburt des Kindes der Mutter beigewohnt, so wird seine Vaterschaft vermutet. Diese Vermutung fällt jedoch weg, sobald Tatsachen nachgewiesen werden, die erhebliche Zweifel über die Vaterschaft des Beklagten rechtfertigen.» Es ist diese Vermutung nämlich dann widerlegt, wenn den Umständen nach erhebliche Zweifel bestehen, dass die Mutter das Kind aus diesen Beziehungen empfangen hat. Dann hat der Gesetzgeber zu versuchen, nach möglichst einwandfreien Indizien zu suchen. Der Blutprobenbeweis ist in dem Sinne aufzufassen, dass durch die Blutprobe die erheblichen Zweifel unterstützt werden.

Worauf beruht nun der Vaterschafts-Indizienbeweis durch die Blutprobe? Wie bereits im ersten Aufsatz erwähnt wurde, vererben sich die Blutgruppen nach ganz bestimmten Gesetzen. Mit Vererbung bezeichnen wir die Tatsache, dass die Nachkommen eines Elternpaares

diesem gleichen. Diese Gleichheit beruht darauf, dass die Geschlechtszellen, die durch ihre Vereinigung den neuen Organismus abgeben, in ihrem Kern sämtliche Anlagen vorgebildet enthalten. Auch die Merkmale der Blutgruppen sind darin enthalten, und jeder Mensch bekommt die Hälfte der väterlichen und die Hälfte der mütterlichen Anlage.

Einige Beispiele werden dies klarer darlegen. Es wird ein uneheliches Kind geboren. Der wegen Unterhalts in Anspruch genommene Vater verlangt die Durchführung der Blutprobe. Die Untersuchung ergibt, dass die Blutgruppe des Kindes AB ist und dass die Mutter der Blutgruppe A angehört. Das Kind hat also das A mit Sicherheit von der Mutter bekommen, das B muss vom Vater stammen, d. h. er muss entweder der Gruppe B oder AB angehören. Die Untersuchung ergibt aber für den mutmasslichen Vater die Blutgruppe A. Das bedeutet so viel, dass er der Vater *nicht* sein kann und er wird freigesprochen.

Ein anderes Beispiel. Die Mutter des Kindes hat im Zivilprozess beschworen, während der einrechnungsfähigen Empfängniszeit allein mit dem Unterhaltsbeklagten verkehrt zu haben und ist mit ihrer Klage auf Anerkennung der Vaterschaft durchgedrungen. Weist nun der zahlende Verurteilte durch die Blutprobe nach, dass er nicht der Vater sein kann, die Mutter noch mit einem oder mehreren anderen verkehrt hat, diese Tatsache aber verheimlicht und somit einen Meineid geschworen haben muss, so kann er für die Zukunft den Unterhalt verweigern und die Rückzahlung des bisher Geleisteten fordern.

Und noch ein letztes Beispiel. Während der Ehe wird ein Kind geboren. Weist der Ehemann durch die Blutprobe nach, dass dieses Kind nicht von ihm stammen kann, so kann er mit Erfolg die Ehelichkeit des Kindes anfechten und jeden Unterhalt verweigern. Ausserdem kann der Ehemann wegen Ehebruches auf Ehescheidung klagen.

Aus diesen Beispielen sehen wir, dass durch die Blutprobe mit Sicherheit eine Vaterschaft ausgeschlossen werden kann. Nach Berechnungen trifft dies jedoch nur in jedem 12. bis 13. Fall zu.

Weit häufiger sind die Fälle, in denen eine Ausschliessung auf Grund der Blutgruppenbestimmung nicht möglich ist, sondern wo festgestellt wird, dass der Untersuchte der Vater *sein kann, aber nicht sein muss*.

Neben der Erbringung von Beweisen kann die Blutuntersuchung auch in erzieherischer Hinsicht Bedeutung gewinnen. Wissen die unehelichen Mütter oder die in Anspruch genommenen Väter der Kinder, dass ihre Angaben objektiv nachgeprüft und widerlegt werden können, so wird die Gefahr falscher Aussagen vor Gericht kleiner. Auch hat sich schon oft ein Verbrecher zum Geständnis entschlossen, wenn ihm die Möglichkeit der Entlarvung durch die Blutprobe vorgehalten wurde oder wenn eine solche ihn als Täter dringend verdächtig machte.

Bei Vaterschaftsprozessen empfiehlt es sich, die Blutprobe entweder schon vor oder dann gleich bei Beginn des Prozesses vornehmen zu lassen. Führt sie dann zu einem für den Prozess verwendbarem Ergebnis, so erübrigt sich eine weitere Beweisaufnahme, auch wird sich durch die frühe Blutuntersuchung die Anrufung einer höheren Instanz in vielen Fällen vermeiden lassen. Da es schon vorgekommen ist, dass sich zur Blutuntersuchung Strohmänner vorschoben liessen, ist dafür zu sorgen, dass die Identität der Personen gehörig festgestellt wird. Dann muss selbstverständlich bei der Untersuchung mit der erforderlichen Gewissenhaftigkeit und Sachkenntnis vorgegangen werden; die Untersuchungen sollen nur von einem geübten Serologen vorgenommen werden.

Ueber die erwähnten, vorwiegend praktischen Anwendungsbereiche der Blutprobe hinaus hat sie auch eine Bedeutung für theoretische Wissensgebiete wie Vererbungslehre und Völkerkunde. Welche Resultate da zu erwarten sind, lässt sich heute noch nicht beurteilen, ebensowenig, ob diese Resultate nicht später doch einmal praktische Bedeutung gewinnen werden.

(Aus einem Artikel in der „National-Zeitung“)